

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Il-y-a-bien-Genocide-en-Colombie>

# **Il y a bien Génocide en Colombie !**

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : lundi 8 septembre 2008

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

Par Marcelo Ferreira \*

[Página 12](#) . Buenos Aires, le 3 Septembre 2008.

[Leer en español](#)

Le *Tribunal Permanent des Peuples*, lors de la séance sur les « Sociétés Transnationales et les Droits des Peuples en Colombie », célébrée entre les 21 et 23 juillet à Bogotá, a condamné le gouvernement colombien et un groupe de sociétés transnationales comme commanditaire de pratiques génocidaires, de crimes d'atteinte aux Droits de l'Homme et de crimes de guerre.

Ce Tribunal est la suite du Tribunal Russell - appelé Tribunal contre le Crime de Silence - que le philosophe anglais a fondé en 1966 pour juger les crimes commis au Viêt-Nam.

La situation en Colombie est très différente de celle décrite par les médias, qui agissent bâillonnés par la terreur dominante ou qui se trouvent en service commandé. Aujourd'hui on commet un génocide, le plus grand des crimes, dans le cadre du silence le plus froid.

Selon le registre officiel, on compte au cours des dix dernières années 300.000 morts, la moitié imputable à des groupes paramilitaires, bien que les chiffres réels soient beaucoup plus élevés. Les paramilitaires ont tué en moyenne 1060 personnes par an, dont 678 enfants. Le nombre des syndicalistes assassinés s'élève à 4000, à la faveur d'une politique de démantèlement de syndicats et de réseaux sociaux. 1293 fosses communes ont été trouvées, bien que la majorité des corps ont été jetés à la rivière démembrés, afin d'arriver à la mer.

Il y a aussi des milliers de cas de « faux positifs » : des disparus dont les cadavres réapparaissent habillés avec de flambrants uniformes de guérilléros, mais sans blessures par balle.

Les terroristes de l'État ont joué au football avec des têtes coupées et étripé des femmes enceintes devant des villageois. Ils ont mangé de la chair et bu du sang d'êtres encore vivants. Par des faits comparables Radovan Karadzic qui est soumis à la justice à La Haye.

### **Il y a génocide ethnique.**

Les massacres d'indigènes mettent en danger d'extinction vingt-huit peuples et constituent dans des termes du Tribunal « une honte authentique pour toute l'humanité ». Dans le Massacre de Bahía Portete ont été assassinées des femmes du peuple Wayúu, caractérisé par son organisation matriarcale.

### **Il y a génocide politique.**

L'extermination du groupe Union Patriotique représente 2350 homicides, 415 disparitions forcées et 377 cas de victimes de torture.

Est aussi un génocide le déplacement forcé de quatre millions de personnes, exilées par des « paracos cortamocho » qui nettoient le terrain pour permettre aux multinationales de faire des affaires, comme l'exploitation du palmier africain pour les biocombustibles. Quatre millions d'hectares - un tiers de la surface cultivable de la Colombie - volés à cette fin. Le 0,3 % de la population est propriétaire de plus de la moitié des terres agricoles.

## Il y a bien Génocide en Colombie !

---

La complicité entre le gouvernement, les paramilitaires et des sociétés transnationales est impossible à occulter. L'uribisme a 37 parlementaires arrêtés pour une relation prouvée avec des paramilitaires, parmi eux le frère de l'ex-ministre des Relations Extérieures et le propre chef du parti uribiste.

La Cour Interaméricaine des Droits de l'homme a déjà établi la responsabilité de la Colombie « pour avoir émis un cadre légal à travers lequel a été favorisée la création de groupes d'auto-défense qui ont dérivé dans les paramilitaires" (Massacre de La Rochela, le 11 mai 2007).

Les multinationales, principales bénéficiaires de la criminalité de l'État, apportent de l'argent et des armes pour les mercenaires. L'entreprise [bananière] Chiquita Brands a livré trois mille fusils AK 47 et cinq millions de munitions le 21 novembre 2001, à bord du bateau Oterloo. Le Département de Justice des Etats-Unis, lui-même, l'a condamnée à une amende, étant donné qu'elle a expressément reconnu qu'elle avait financé des groupes paramilitaires entre 2001 et 2004.

Les multinationales Anglo-Américaine, BHP Billiton et Glencore A.G. ont reconnu qu'elles avaient choisi pour leur service le commandant du bataillon militaire responsable de la sécurité d'une mine. Et par une lettre rendue publique on a su que l'Union Fenosa a désigné des paramilitaires dans des postes administratifs clefs pour surveiller son personnel et pour espionner les chefs syndicaux.

En Colombie le mot officiel est utilisée comme arme de guerre pour défigurer la réalité en fonction de la raison de l'État. Le sauvetage des otages au moyen d'opérations militaires est présenté comme un « sauvetage humanitaire », adjectif difficilement conciliable avec l'usage d'armes à feu. La politique officielle de "l'État communautaire" est exhibée comme "un rapprochement entre l'État et le citoyen", ce qui est universellement connu comme « l'autoritarisme ».

La doctrine de la Sécurité Nationale est appelée "Politique de sécurité démocratique", ce qui est pareil avec une nouvelle tenue plus *fashion*. Le président appelle les paramilitaires "messieurs" ; les insurgés, " terroristes" ; les étudiants, "banditos". Pour vérifier tant de cynisme, il suffit d'aller sur la page officielle du Ministère de la Défense colombien [www.mindefensa.gov.co](http://www.mindefensa.gov.co) (Fenêtre sur une « Politique Intégrale des Droits de l'Homme et de DIH »).

En Colombie le budget militaire est de 6,5 % du produit national brut, plus grand que celui des États-Unis en guerre. Le total des effectifs de l'armée et de la Police est de 430.000 hommes, auquel il faut ajouter 600.000 membres de sécurité privée, sans compter les paramilitaires encore actifs.

La soi-disant *Loi de Justice et de Paix* du 25 juillet 2005 a accordé l'impunité à 33.000 paramilitaires. L'extradition octroyée le 13 mai dernier a bénéficié avec des destinations touristiques à quatorze de ses hauts dirigeants.

Le vieux Droit humanitaire est inappliqué en Colombie, parce qu'il n'y a déjà plus de distinction entre civils et militaires. L'État lui-même promeut les politiques de « soldats paysans » et les « réseaux d'informateurs ». Des dénonciateurs payés : un frère, un voisin, l'ami, l'amant, qui est-ce qui sait. L'objectif consiste en ce que tous participent d'une manière ou d'une autre aux hostilités, sous peine d'être traité de « terroriste ». Dans ces conditions, l'énorme popularité du mandataire Alvaro Uribe Vélez, n'est pas étonnante, lui qui bénéficie de la terreur, comme c'est arrivé avec d'autres criminels du monde, aussi élus par un vote populaire.

Il y a un génocide en Colombie, ce qui oblige à connaître et à faire connaître la vérité, pour ne pas être complices du crime de silence.



### Sentence

La sentence on peut aussi lire un sud [www.internazionaleleliobasso.it](http://www.internazionaleleliobasso.it)

\* **Marcelo Ferreira** : Le professeur titulaire de la Chaire Libre de Droits de l'homme de la Faculté de Philosophie et Lettres de l'UBA. Un membre du Tribunal Permanent des Peuples.

**Traduction de l'espagnol pour *El Correo*** de : Estelle et Carlos Debiasi.